



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 9 mai 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Investissement direct étranger, 2006

2

En raison d'une vague d'acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers et de la faiblesse du dollar canadien comparativement aux devises européennes, les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada ont affiché leur croissance en pourcentage la plus élevée en six ans à la fin de 2006.

Stocks de céréales, au 31 mars 2007

6

À l'exception des stocks de lin et de soya, les stocks totaux des principales céréales et des graines oléagineuses, y compris les stocks commerciaux et les stocks à la ferme, avaient diminué au 31 mars 2007 comparativement à la même date l'an dernier. Toutefois, les stocks de maïs-grain, de graines oléagineuses et de blé sauf le blé dur sont demeurés au-dessus de la moyenne quinquennale.

Production d'oeufs et de volaille, mars 2007

8

Enquête sur l'hébergement des voyageurs, 2005

8

Services de préparation de voyages, 2005

8

Nouveaux produits

9



Communiqués

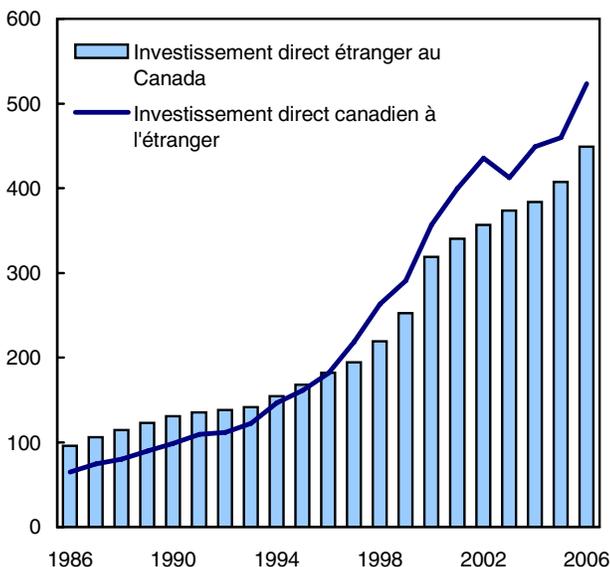
Investissement direct étranger

2006

En raison d'une vague d'acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers et de la faiblesse du dollar canadien comparativement aux devises européennes, les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada ont affiché leur croissance en pourcentage la plus élevée en six ans à la fin de 2006.

Position d'investissement direct étranger

En milliards de dollars



Les investisseurs directs canadiens avaient à l'étranger des actifs d'une valeur supérieure à un demi-billion de dollars. Les investissements directs à l'étranger ont atteint 523,3 milliards de dollars, en hausse de 63,7 milliards de dollars ou de 13,8 % comparativement à la fin de 2005, ce qui représente l'augmentation en pourcentage la plus rapide depuis l'essor des technologies en 2000.

La valeur des opérations en capital au cours de l'année a représenté environ les trois quarts de l'augmentation. La dépréciation du dollar canadien par rapport aux devises étrangères a fait augmenter la position d'un autre 18,0 milliards de dollars, car les investissements directs canadiens à l'étranger sont libellés en devises étrangères.

Note aux lecteurs

L'investissement direct est une catégorie du bilan des investissements internationaux qui représente l'investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une grande influence de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise.

Dans la pratique, on juge qu'il y a investissement direct lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Dans le présent rapport, l'investissement direct représente le bilan cumulatif de fin d'exercice.

Dans les statistiques canadiennes, l'investissement direct se mesure comme la valeur totale des actions et des créances nettes à long et à court terme que détiennent les entreprises à l'étranger.

L'investissement direct étranger transite souvent par des sociétés de portefeuille intermédiaires ou d'autres entités juridiques avant d'atteindre sa destination finale. Comme ces entités sont généralement dans le secteur financier, ce secteur représente une part plus grande, pour ce qui est de l'investissement immédiat, que si la destination finale était connue.

Données détaillées par industrie et par région

On a effectué une amélioration importante des données détaillées disponibles selon l'industrie de même que selon la ventilation géographique des investissements directs canadiens à l'étranger (IDCE) et des investissements directs étrangers au Canada (IDEC). Le tableau 376-0052 de CANSIM a été modifié et augmenté, et les IDCE et les IDEC sont présentés selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour 40 groupes d'industries et 5 pays ou régions, à savoir les États-Unis, l'Amérique, l'Europe, l'Asie/Océanie et le reste du monde. Ces données révisées sont disponibles pour les années 1999 à 2006.

Par ailleurs, les investissements directs étrangers au Canada ont atteint 448,9 milliards de dollars à la fin de 2006, en hausse de 41,3 milliards de dollars, ou de 10,1 %, comparativement à la fin de 2005, ce qui représente également la progression en pourcentage la plus rapide depuis 2000. L'augmentation a principalement été le résultat des acquisitions de grandes entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers, ce qui avait aussi été le cas en 2000.

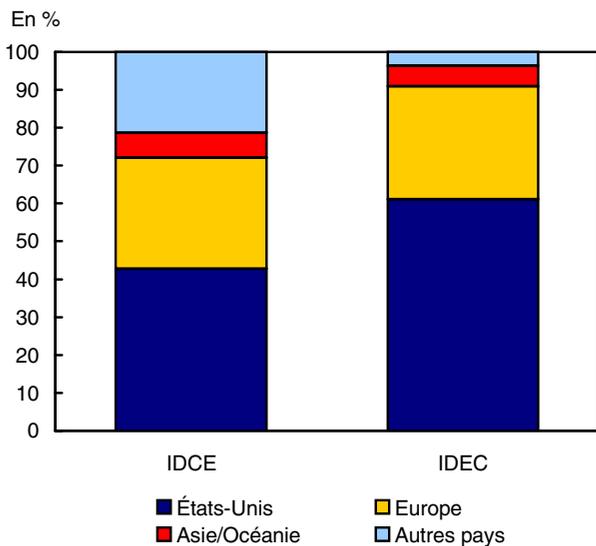
C'est ainsi que le bilan net des investissements directs (la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada) s'est élevé à 74,4 milliards de dollars à la fin de 2006, en hausse comparativement à 52,0 milliards de dollars un an auparavant.

En 2006, le dollar canadien a perdu du terrain face aux devises européennes. Il s'est déprécié de 12,4 % par rapport à la livre sterling, de 10,4 % par rapport à l'euro et de 7,4 % par rapport au franc suisse. Il est resté stable par rapport au dollar américain (+0,2 %) et a gagné 0,7 % par rapport au yen japonais.

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté dans la plupart des pays

Les avoirs en investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté pour toutes les principales destinations. Les investissements directs aux États-Unis ont augmenté de 19,0 milliards et ont atteint 223,6 milliards de dollars, en raison surtout de sorties de capitaux d'entreprises canadiennes vers les activités courantes de leurs filiales américaines.

Investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) et investissement direct étranger au Canada (IDEC), répartition géographique en 2006



Toutefois, la part des investissements aux États-Unis a peu varié comparativement à il y a un an. Les investissements directs canadiens à l'étranger ont été plus diversifiés en ce qui concerne les autres pays. La part des investissements directs aux États-Unis était de seulement 43 % du total, en baisse comparativement à 52 % il y a 10 ans et à 69 % il y a 20 ans.

La dépréciation du dollar canadien comparativement à l'euro et à la livre sterling a eu un effet positif sur les actifs en investissements directs dans les pays européens. Environ 29 % des investissements se situaient dans les pays européens à la fin de 2006, en hausse par rapport à 28 % en 2005.

Les investissements directs canadiens au Royaume-Uni ont augmenté de 10,1 milliards de dollars et ont atteint 59,0 milliards de dollars; cette destination se classe au deuxième rang pour les investissements directs canadiens à l'étranger. Les investissements directs canadiens ont aussi été élevés dans d'autres pays européens à la fin de 2006. Parmi les 10 pays en tête pour les investissements à l'étranger se trouvent l'Irlande, affichant des avoirs en investissements s'élevant à 24,7 milliards de dollars, la France (16,9 milliards de dollars), les Pays-Bas (12,1 milliards de dollars), la Hongrie (9,9 milliards de dollars) et l'Allemagne (9,4 milliards de dollars).

Les avoirs en investissements directs canadiens dans les pays des Caraïbes étaient encore élevés à la fin de 2006, ayant augmenté pour se situer à 38,4 milliards de dollars à la Barbade et à 15,6 milliards de dollars aux Bermudes. Depuis quelques années, les investisseurs canadiens ont investi de plus en plus d'argent dans ces pays.

L'Australie, qui figure maintenant dans la liste des 10 pays en tête de classement, a bénéficié de 9,6 milliards de dollars en investissements directs à la fin de 2006. Le Brésil suivait de près, ayant connu une augmentation appréciable.

Les acquisitions ont propulsé les investissements directs étrangers au Canada

Ce sont encore les investisseurs américains qui avaient le plus d'investissements directs étrangers au Canada à la fin de 2006. Ils détenaient 273,7 milliards de dollars sous la forme d'investissements directs, en hausse de 14,7 milliards de dollars par rapport à 2005. Ils étaient de loin les investisseurs directs les plus importants au Canada puisqu'ils détenaient 61 % du total, en baisse cependant comparativement à 64 % en 2005.

Les investissements directs en provenance du Royaume-Uni ont augmenté de 30 % pour atteindre 39,0 milliards de dollars, cette progression étant attribuable surtout aux acquisitions. Quatre autres pays européens figuraient dans la liste des principaux pays ayant des investissements directs étrangers au Canada, soit la France (29,5 milliards de dollars), les Pays-Bas (22,6 milliards de dollars), la Suisse (14,1 milliards de dollars) et l'Allemagne (9,9 milliards de dollars).

Les avoirs en investissements directs étrangers en provenance du Brésil ont fait un bond pour s'établir à 9,4 milliards de dollars, soit plus du triple du total enregistré il y a un an. Les acquisitions d'intérêts canadiens expliquaient presque en totalité la variation. Le Brésil est le pays investisseur ayant connu la plus forte hausse en pourcentage depuis quatre ans.

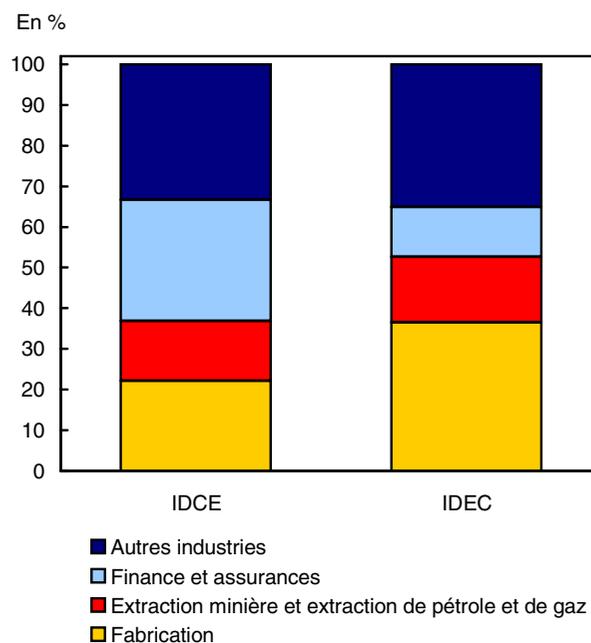
Investissements à l'étranger dans les services et investissements au Canada dans les secteurs des biens

Les investissements directs canadiens à l'étranger étaient orientés surtout vers les secteurs des services par opposition à ceux des biens. À la fin de 2006, la part des secteurs des services s'élevait à 61 %, comparativement à 55 % en 2000. L'augmentation des investissements dans les sociétés de portefeuille ou d'autres sociétés de gestion a contribué à ce changement.

Plus expressément, la plus grande partie des actifs en investissements directs canadiens était dans le secteur de la finance et des assurances et dans le secteur de la fabrication à la fin de 2006.

Parallèlement, 55 % des investissements directs étrangers au Canada étaient dans les secteurs des biens à la fin de l'année, cette part ayant fléchi légèrement comparativement à 59 % en 2000.

Investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) et investissement direct étranger au Canada (IDEC), répartition par industrie en 2006



Le secteur de la fabrication représentait 37 % des investissements directs étrangers au Canada à la fin de 2006. Ce secteur était encore le plus important, bien que sa part des investissements directs étrangers au Canada ait fléchi comparativement à 48 % en 2000.

L'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz représentaient 16 % du total, soit le double de la proportion en 2000.

Hausse du bilan net des investissements directs du Canada

Le bilan net des investissements directs du Canada a augmenté de 22,4 milliards de dollars et a atteint 74,4 milliards de dollars à la fin de 2006. La croissance était attribuable aux taux de change et aux autres variations de change, car les opérations en investissements directs étrangers au Canada ont été supérieures aux opérations des Canadiens à l'étranger.

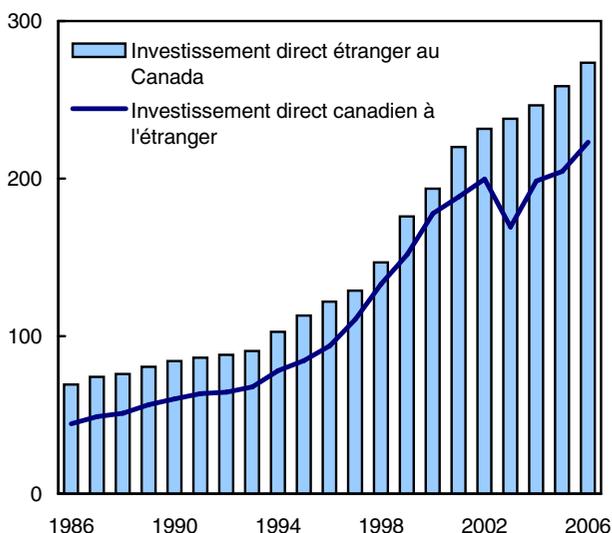
Le Canada avait un bilan net positif des investissements directs avec la plupart de ses partenaires, dont le Royaume-Uni et les pays des Caraïbes.

Toutefois, à la fin de 2006, le Canada avait un bilan net négatif des investissements directs avec des partenaires importants comme les États-Unis, la

France, les Pays-Bas, la Suisse et le Japon. Le bilan net des investissements directs du Canada avec les États-Unis était négatif de 50,5 milliards de dollars.

Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis

En milliards de dollars



Positions d'investissement direct étranger en fin d'année

	2003	2004	2005	2006
en milliards de dollars				
Investissement direct canadien à l'étranger				
États-Unis	169,6	198,9	204,6	223,6
Royaume-Uni	43,9	44,3	48,9	59,0
Barbade	25,7	27,1	33,6	38,4
Irlande	19,6	19,7	19,9	24,7
France	11,8	14,6	14,5	16,9
Bermudes	10,9	12,4	12,8	15,6
Pays-Bas	11,0	12,4	10,6	12,1
Hongrie	9,3	8,2	7,1	9,9
Australie	8,1	8,3	8,0	9,6
Allemagne	9,0	8,1	7,2	9,4
Tous les autres pays	93,3	95,0	92,3	104,0
Total	412,2	449,0	459,6	523,3
Investissement direct étranger au Canada				
États-Unis	238,1	246,8	259,0	273,7
Royaume-Uni	26,0	26,3	30,0	39,0
France	36,2	33,4	28,4	29,5
Pays-Bas	17,7	20,0	22,1	22,6
Suisse	7,1	7,9	13,2	14,1
Japon	9,9	10,1	10,5	11,3
Allemagne	6,9	7,4	9,6	9,9
Brésil	1,1	1,9	3,1	9,4
Tous les autres pays	30,8	29,7	31,7	39,3
Total	373,7	383,5	407,6	448,9

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0038 and 376-0051 à 376-0054.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1537.

Pour obtenir des renseignements généraux ou des données, communiquez avec le Service à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au 613-951-7244 (eric.simard@statcan.ca) ou avec Christian Lajule au 613-951-2062 (christian.lajule@statcan.ca), Division de la balance des paiements. ■

Stocks de céréales

Au 31 mars 2007

À l'exception des stocks de lin et de soya, les stocks totaux des principales céréales et des graines oléagineuses, y compris les stocks commerciaux et les stocks à la ferme, avaient diminué au 31 mars 2007 comparativement à la même date l'an dernier, selon une enquête menée auprès des producteurs de céréales et des détenteurs de céréales commerciales.

Toutefois, les stocks de maïs-grain, de graines oléagineuses et de blé sauf le blé dur sont demeurés au-dessus de la moyenne quinquennale.

Stocks totaux de céréales au 31 mars

Culture	2006		2007	2006 à 2007 variation en %
	en milliers de tonnes			
Tout le blé	18 727	15 831		-15,5
Blé sauf blé dur	13 520	12 712		-6,0
Maïs-grain	5 789	5 541		-4,3
Orge	6 485	4 551		-29,8
Canola	5 116	4 277		-16,4
Blé dur	5 207	3 119		-40,1
Soya	1 666	1 916		15,0
Avoine	1 883	1 482		-21,3
Pois secs de grande culture	1 540	1 010		-34,4
Lin	641	736		14,8

Dégringolade des stocks de blé

Les stocks totaux de blé sauf le blé dur étaient estimés à 12,7 millions de tonnes, en baisse comparativement à 13,5 millions de tonnes en mars 2006. Les stocks à la ferme à eux seuls ont chuté de 9,2 % pour s'établir à 9,1 millions de tonnes, en raison d'un vigoureux programme d'exportation et de la forte demande intérieure en matière de mouture, même si les approvisionnements de blé de 2006-2007 ont été volumineux.

Les stocks à la ferme ont diminué en Saskatchewan et en Alberta, mais au Manitoba, ils ont rebondi comparativement au très faible niveau déclaré en 2006. Dans les trois provinces, les stocks étaient au-dessus de la moyenne quinquennale.

Les stocks totaux de blé dur ont dégringolé de 40,1 % par rapport au sommet atteint le 31 mars 2006. Cette baisse a découlé de la chute de la production en 2006 et de l'augmentation des exportations de céréales qui ont été effectuées en dépit de difficultés logistiques. La moyenne quinquennale est de 3,7 millions de tonnes.

Les stocks de blé dur à la ferme dans les provinces des Prairies ont chuté pour passer à des niveaux qui

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les fermes de mars a été menée auprès de 16 800 exploitants agricoles au moyen d'interviews téléphoniques au cours des deux dernières semaines de mars. On a demandé aux agriculteurs de déclarer les quantités de céréales, de graines oléagineuses et de cultures spécialisées entreposées à la ferme.

Les stocks commerciaux des grandes cultures de l'Ouest proviennent de la Commission canadienne des grains. Les stocks commerciaux de maïs et de soya sont estimés à partir d'une enquête par échantillonnage que Statistique Canada mène auprès des silos industriels de l'Est du Canada. Les stocks commerciaux de cultures spéciales proviennent d'une enquête menée auprès des manutentionnaires et des agents de commercialisation des cultures spéciales.

n'ont pas été vus depuis 2003. Plus de 80 % des stocks à la ferme de blé dur sont détenus en Saskatchewan, où un montant estimatif de 1,7 million de tonnes ont été déclarées, en baisse de 1,6 million de tonnes.

Les stocks de canola, d'orge et d'avoine sont tous en baisse

Les stocks totaux de canola ont reculé par rapport au sommet observé l'an dernier pour s'établir à 4,3 millions de tonnes, en baisse de 16,4 %, ou de 839 000 tonnes, comparativement au niveau de mars 2006. Les stocks commerciaux ont chuté de 10,6 % pour s'établir à 922 000 tonnes, et les stocks à la ferme ont baissé de 17,9 % pour s'établir à 3,4 millions de tonnes. La moyenne quinquennale pour les stocks à la ferme est de 2,5 millions de tonnes.

La production a baissé en 2006 comparativement à la récolte record de 2005, mais elle est quand même restée élevée. Les fortes quantités exportées et broyées expliquent la diminution des stocks au 31 mars comparativement à la même période en 2006. Malgré la diminution, tous les stocks à la ferme dans les trois provinces des Prairies sont demeurés bien au-dessus de la moyenne quinquennale.

Les stocks totaux d'orge ont régressé de 29,8 %, passant de 6,5 millions de tonnes pour se situer à 4,6 millions de tonnes au 31 mars. La moyenne quinquennale est de 5,7 millions de tonnes.

Dans les trois provinces des Prairies, les stocks totaux d'orge à la ferme ont baissé de 2,0 millions de tonnes. Ils étaient inférieurs à la moyenne quinquennale dans chaque province. La plus forte diminution en pourcentage s'est produite en Saskatchewan, où les stocks ont chuté de 46,4 % pour s'établir à 1,3 million de tonnes.

Les stocks totaux d'avoine ont régressé de 21,3 % pour se situer à la moyenne quinquennale

de 1,5 million de tonnes, en raison de la stabilité des approvisionnements et de l'augmentation des exportations. Les trois provinces des Prairies ont indiqué des diminutions s'échelonnant de 22,7 % au Manitoba à 28,3 % en Alberta.

Stocks record de maïs-grain en Ontario

En Ontario, les stocks à la ferme de maïs-grain se sont légèrement accrus de 50 000 tonnes pour atteindre un sommet de 2,5 millions de tonnes, ce qui dépasse le sommet atteint en mars 2006.

Par ailleurs, les producteurs du Québec ont indiqué qu'ils avaient moins de stocks de maïs-grain, soit 1,4 million de tonnes, en baisse de 25,3 % comparativement à 2006.

Les stocks commerciaux ont augmenté de 4,8 % et ont atteint un montant estimatif de 1,4 million de tonnes, soit bien au-dessus de la moyenne quinquennale de 1,2 million de tonnes.

Les stocks totaux de soya atteignent un sommet

Les stocks totaux de soya ont atteint un sommet de 1,9 million de tonnes, soit 15,0 % au-dessus des 1,7 million de tonnes entreposées au 31 mars 2006. Il s'agit d'un troisième sommet consécutif. La moyenne quinquennale est de 1,2 million de tonnes.

Les stocks record au 31 mars découlent directement des approvisionnements record de 2006-2007, car la demande à l'exportation a été forte et les broyages au pays ont été stables comparativement à l'an dernier.

Les stocks à la ferme en Ontario et au Québec ont fléchi. Les stocks de soya ont diminué de 5,0 % au Québec pour s'établir à 190 000 tonnes, et ils ont baissé de 7,7 % en Ontario pour s'établir à 720 000 tonnes. Ces diminutions ont été contrebalancées par l'augmentation des stocks commerciaux, qui ont atteint un sommet de 870 000 tonnes, en hausse de 33,8 % comparativement à mars 2006. Le sommet précédent avait été établi en 1998, soit à 735 000 tonnes.

Les stocks de lin sont les plus élevés en une décennie

Les stocks totaux de lin étaient estimés à 736 000 tonnes, en hausse de 95 000 tonnes comparativement à mars 2006. Il s'agit du plus gros volume de lin déclaré en plus de 10 ans. La moyenne quinquennale est de 407 000 tonnes, alors que le sommet de 881 000 tonnes avait été atteint en 1980. Les stocks commerciaux étaient estimés

à 186 000 tonnes, en hausse de 90 000 tonnes par rapport à mars 2006.

L'accumulation des stocks qui s'est produite en 2005-2006 continue de peser sur le marché malgré l'augmentation des exportations jusqu'à maintenant dans la présente campagne agricole.

Les stocks à la ferme en Saskatchewan, où la plus grande partie du lin est cultivé, ont atteint 390 000 tonnes, en baisse de 11,4 %, ou de 50 000 tonnes, comparativement à mars 2006.

Diminution des stocks de pois secs

Les stocks totaux de pois ont dégringolé de 34,4 % pour s'établir à 1,0 million de tonnes, en baisse de 530 000 tonnes comparativement aux 1,5 million de tonnes déclarées en mars 2006. Les stocks commerciaux ont aussi diminué, soit de 23,5 %, pour s'établir à 260 000 tonnes.

La baisse de la production de 2006, concurremment avec l'augmentation de la quantité des céréales fourragères au pays, a entraîné la diminution des stocks malgré les faibles exportations.

En Saskatchewan, où la majorité des pois secs sont cultivés, les stocks à la ferme ont chuté de 41,2 % pour s'établir à 520 000 tonnes. La moyenne quinquennale est de 683 000 tonnes.

Les tableaux de l'offre et de la demande contenant les données sur les stocks sont disponibles dans CANSIM sur abonnement (22F0002XFB) ou dans le numéro de mars de la publication *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, gratuite), qui paraîtra bientôt.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 001-0040 à 001-0042.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3401, 3403, 3443, 3464 et 3476.

La publication *Série de rapports sur les grandes cultures : Stocks de céréales canadiennes au 31 mars 2007*, vol. 86, n° 3 (22-002-XIB, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec David Burroughs au 613-951-5138 (dave.burroughs@statcan.ca) ou avec Daniel Bergeron au 613-951-3864 (daniel.bergeron@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Production d'oeufs et de volaille

Mars 2007 (données provisoires)

La production d'oeufs était estimée à 50,3 millions de douzaines en mars, en hausse de 0,7 % par rapport à mars 2006.

La production de viande de volaille a atteint 97,2 millions de kilogrammes en mars, en hausse de 1,4 % par rapport à mars 2006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3425 et 5039.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au 613-951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Enquête sur l'hébergement des voyageurs 2005

Les points saillants du rapport analytique de l'Enquête de 2005 sur l'hébergement des voyageurs sont maintenant disponibles. Les données du rapport se fondent sur un groupe d'établissements représentant le secteur des hôtels, des hôtels-motels et des motels (selon la catégorie 721 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord).

Ce rapport a été préparé en collaboration avec la Commission canadienne du tourisme et le ministère du Tourisme de l'Ontario. Les points saillants du rapport mettent en relief la branche de l'hébergement des voyageurs pour 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2418.

Le rapport d'analyse détaillé sera disponible à une date ultérieure sur le site Web de la Commission

canadienne du tourisme (www.canadatourism.com). Pour obtenir de plus de renseignements sur la diffusion du rapport, communiquez avec Murielle Ballantyne au 604-638-8328, (ballantyne.murielle@ctc-cct.ca), Commission canadienne du tourisme. Pour obtenir les points saillants du rapport ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Veronica Utovac au 613-951-0813 (veronica.utovac@statcan.ca), Division des industries de service, Statistique Canada. ■

Services de préparation de voyages 2005

Les points saillants du rapport analytique de l'Enquête de 2005 sur les services de préparation de voyages sont maintenant disponibles. Les données du rapport se fondent sur un groupe d'établissements représentant le secteur des agences de voyages et des voyagistes (selon la catégorie 5615 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord).

Ce rapport a été préparé en collaboration avec la Commission canadienne du tourisme et le ministère du Tourisme de l'Ontario. Les points saillants du rapport mettent en relief la branche de l'industrie des services de préparation de voyages pour 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2423.

Le rapport d'analyse détaillé sera disponible à une date ultérieure sur le site Web de la Commission canadienne du tourisme (www.canadatourism.com). Pour obtenir plus de renseignements sur la diffusion du rapport, communiquez avec Murielle Ballantyne au 604-638-8328 (ballantyne.murielle@ctc-cct.ca), Commission canadienne du tourisme. Pour obtenir les points saillants du rapport ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Janine Stafford au 613-951-3288 (janine.stafford@statcan.ca), Division des industries de service, Statistique Canada. ■

Nouveaux produits

Série de rapports sur les grandes cultures, vol. 86,
n^o 3
Numéro au catalogue : 22-002-XIB
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

catégorie 11-0007 (anglais) 11-0210 (5510/0904/01)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 9 mai 2007
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1999** 2
Malgré le ralentissement des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1999, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements à un moment ou à un autre de leur trajet urbain, soit le même le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance des salaires et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérable une fois réajusté l'inflation.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 2007 10
- Enquête sur les entreprises à court terme 10
- Ajout de postes permanents, septembre 2006 et mai 2007 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS

- 12

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.